

2° à l'alinéa 2, 1°, il est ajouté un point *g*) et un point *h*), rédigés comme suit :

« *g*) les structures agréées, autorisées ou subventionnées par l'Agence flamande pour les personnes handicapées, visées à l'article 3 du décret du 7 mai 2004 portant création de l'agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique Agence flamande pour les personnes handicapées (« Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap ») ;

« *h*) les structures agréées, autorisées ou subventionnées par l'agence Grandir régie, visées à l'article 3 du décret du 30 avril 2004 portant création de l'agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique Grandir régie (« Opgroeien regie »).

Art. 6. À l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le point 2° est abrogé ;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Un membre du personnel de l'administration peut assister aux réunions de l'organe d'administration visé à l'alinéa 2 en qualité d'observateur et en rend compte à l'administration. ».

Art. 7. Dans l'article 7 du même arrêté, le point 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° le demandeur possède une expertise dans toutes les matières suivantes :

a) les soins et le soutien intégrés ;

b) les soins et le soutien ciblés ;

c) la collaboration interdisciplinaire ;

d) l'aide de proximité ;

e) la bonne gouvernance ;

f) le soutien à l'administration et à la gestion du personnel et à la comptabilité ;

g) les obligations en matière de droit des associations ;

h) le soutien, le conseil, l'encadrement, la sensibilisation et la formation dans les matières visées aux points *a*) à *g*) ;

i) l'élaboration d'outils de mise en œuvre, de stratégies et de méthodologies fondés sur des données probantes ;

j) la fourniture d'informations et de données fondées sur des données probantes. ».

Art. 8. À l'article 11 du même arrêté, il est ajouté un point 8°, rédigé comme suit :

« 8° réévaluer annuellement le plan de politique visé à l'article 7, 6°, et soumettre ce plan de politique à l'administration pour approbation avant le 30 septembre de chaque année d'activité, à l'exception de la dernière année d'activité de la période d'agrément. ».

Art. 9. À l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le montant « 2 269 385,00 euros » est remplacé par le montant « 1 919 385,00 euros » ;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le montant « 1 588 570,00 euros » est remplacé par le montant « 1 343 569,50 euros » et le montant « 680 815,00 euros » est remplacé par le montant « 575 815,50 euros ».

CHAPITRE 3. — Dispositions finales

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 11. Le ministre flamand qui a les Soins de santé et les Soins résidentiels dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 septembre 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

La ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,
H. CREVITS

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/43072]

15 JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux modalités de dispense de formations par les membres du personnel des équipes éducatives des écoles, des équipes pluridisciplinaires des centres psycho-médico-sociaux et des Services du Gouvernement en exécution de l'article 6.1.7-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, son article 6.1.7-1, § 2 et 3 ;

Vu le « Test genre » du 18 septembre 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 2 décembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 janvier 2023 ;

Vu l'avis de la Commission de pilotage de l'enseignement fondamental et secondaire rendu en date du 20 septembre 2022 ;

Vu le protocole de négociation avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie-Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visé à l'article 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, conclu en date du 14 février 2023 ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 6 mars 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 24 avril 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication d'un avis dans le délai susvisé ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er} — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o Code : le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

2^o Formation : la formation professionnelle continue organisée en application du Livre 6, Titre 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

3^o Formation en ligne : formation telle que définie à l'article 6.1.1-2, 10^o, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

4^o Membre du personnel : les membres du personnel de l'équipe éducative des écoles, les membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des Centres PMS et les membres du personnel du Ministère de la Communauté française visés à l'article 6.1.7-1, § 1^{er}, 1^o à 3^o ;

5^o Responsable de la formation : l'Institut de la Formation professionnelle continue pour les formations organisées au niveau inter-réseaux ou Wallonie-Bruxelles Enseignement ou une Fédération de pouvoirs organisateurs pour les formations organisées au niveau du réseau ;

6^o Support pédagogique : document/synthèse du contenu de la formation qui reprend les éléments clés développés lors de celle-ci ;

7^o Temps de travail : temps pendant lequel le travailleur est à la disposition de l'employeur ; pour les membres du personnel des équipes éducatives, il s'agit du temps de travail en classe ou lors des services à l'école et aux élèves tels que définis dans le décret portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux pouvoirs organisateurs du 14 mars 2019.

CHAPITRE 2 — Modalités relatives aux membres du personnel qui dispensent une formation

Art. 2. § 1^{er}. En application de l'article 6.1.7-1, § 2, du Code, les membres des équipes éducatives des écoles et des équipes pluridisciplinaires des centres PMS visés à l'article 6.1.7-1 § 1^{er}, 1^o et 2^o, du Code peuvent dispenser des formations à condition, lorsque la formation a lieu durant le temps de travail en classe ou lors des services à l'école et aux élèves, d'avoir obtenu l'accord préalable de leur pouvoir organisateur ou de son délégué.

§ 2. En cas de refus du pouvoir organisateur dont dépend le formateur visé au paragraphe 1^{er}, la décision fait l'objet d'une motivation formelle et est transmise au membre du personnel concerné.

§ 3. Lorsqu'ils dispensent les formations visées aux § 1^{er} et 2, les membres du personnel sont considérés en activité de service.

Art. 3. § 1^{er}. En application de l'article 6.1.7-1, § 2, du Code, les responsables de la formation peuvent solliciter les services du Gouvernement pour que des membres desdits services visés à l'article 6.1.7-1 § 1^{er}, 3^o, du Code dispensent des formations lorsque la formation a lieu durant le temps de travail.

En cas d'accord du Directeur général dont dépend le formateur, celui-ci désigne, après avis du supérieur hiérarchique quant aux disponibilités du formateur pour chaque formation, un formateur parmi les formateurs disposant d'une expertise sur la thématique en lien avec la formation concernée.

§ 2. En cas de refus du Directeur général dont dépend le formateur visé au paragraphe 1^{er}, la décision fait l'objet d'une motivation formelle et est transmise au responsable de la formation et, s'il est identifiable, au membre du personnel concerné.

§ 3. Les préparations individuelles et la rédaction des supports pédagogiques sont réalisées en dehors du temps de travail.

Art. 4. En application de l'article 6.1.7-1, § 3, du Code, le remboursement des frais de déplacement des membres du personnel visés à l'article 6.1.7-1, § 1^{er}, 1^o à 3^o, est fixé avec un maximum correspondant aux dispositions prévues pour les agents des services du Gouvernement de rang 10, en application de l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours pour autant que ces frais ne leur soient pas remboursés par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur en vertu d'autres dispositions.

Pour chacune des prestations suivantes, les formateurs visés à l'article 6.1.7-1,

§ 1^{er}, 1^o à 3^o, du Code reçoivent une allocation dont le montant brut est fixé comme suit :

1. 25 euros par heure prestée de formation telle que visée à l'article 6.1.5-11, §§ 1^{er} et 2, du Code ;

2. un forfait de 129,28 euros pour l'élaboration ou l'adaptation d'une séquence de formation en ligne, demandée par le responsable de la formation ;

3. un forfait de 111,45 euros pour l'élaboration ou l'adaptation du contenu du support pédagogique, demandée par le responsable de la formation ;

Les montants repris aux points 1, 2 et 3 peuvent être cumulés.

Les montants visés à l'alinéa 1 et 2 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et rattachés à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Une convention est établie entre le responsable de la formation et le formateur. Elle précise notamment le nombre d'heures à prester et les modalités d'organisation de la formation concernée.

CHAPITRE 3 — *Dispositions modificatives*

Art. 5. Le titre de l' « Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du

19 juin 2019 fixant le montant et les conditions d'octroi de la prime visée à l'article 7, § 2, alinéas 9 et 10, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental et à l'article 8, § 2, alinéas 8 et 9, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière » est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2019 fixant le montant et les conditions d'octroi de la prime visée à l'article 6.1.6-4, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

Art. 6. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, les mots « visée à l'article 7, § 2, alinéas 9 et 10, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental et à l'article 8, § 2, alinéas 8 et 9, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « visés à l'article 6.1.6-4 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

Art. 7. Dans l'article 2 du même arrêté, les mots « L'Institut de formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « L'Institut inter-réseaux de la Formation professionnelle continue ».

Art. 8. Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « L'Institut de formation en cours de carrière » sont remplacés par les mots « L'Institut inter-réseaux de la Formation professionnelle continue ».

Art. 9. A l'article 108/4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, les mots « ou dans un service en charge de la formation du personnel » sont remplacés par les mots « , dans un service en charge de la formation du personnel ou dans le cadre de la formation professionnelle continue organisée en application du Livre 6, Titre 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

Art. 10. A l'article 108/5 du même arrêté, les mots « ou dans un service en charge de la formation du personnel » sont remplacés par les mots « , dans un service en charge de la formation du personnel ou dans le cadre de la formation professionnelle continue organisée en application du Livre 6, Titre 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

CHAPITRE 4 — *Dispositions abrogatoires*

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2003 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire est abrogé.

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juin 2003 portant exécution du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière est abrogé.

CHAPITRE 5 — *Dispositions finales*

Art. 13. Les articles 5 à 8 produisent leurs effets le 1^{er} mai 2023.

Art. 14. Sauf pour ce qui concerne les dispositions visées à l'article 13, le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année scolaire 2023-2024.

Art. 15. Le Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juin 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté française.

Le Ministre Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/43072]

15 JUNI 2023. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de nadere regels voor het geven van opleidingen door personeelsleden van onderwijsteams van de scholen, multidisciplinaire teams van de psycho-medisch-sociale centra en diensten van de regering ter uitvoering van artikel 6.1.7-1 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, artikel 6.1.7-1, § 2 en 3 ;

Gelet op de « gendertest » van 18 september 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 december 2022 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 januari 2023 ;

Gelet op het advies van de Sturingscommissie van het basis- en secundair onderwijs, uitgebracht op 20 september 2022 ;

Gelet op het onderhandelingsprotocol met het Onderhandelingscomité tussen de Regering en « Wallonie-Bruxelles Enseignement » en de federaties van inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-6 en volgende van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, gesloten op 14 februari 2023 ;

Gelet op het protocol van vakbondsonderhandelingen binnen het onderhandelingscomité van Sector IX, het comité voor de provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II, en het onderhandelingscomité voor het statuut van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, gesloten op 6 maart 2023;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van dertig dagen, verstuurd naar de Raad van State op 24 april 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende het gebrek aan mededeling van een advies binnen de bovenvermelde termijn;

Gelet op het artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1 — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Wetboek : het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs ;

2° Opleiding : de voortgezette beroepsopleiding georganiseerd met toepassing van het Boek 6, Titel 1, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs ;

3° E-learning : de opleiding zoals bepaald in artikel 6.1.1-2, 10°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs ;

4° Personeelslid : de personeelsleden van het onderwijsteam van de scholen, de personeelsleden van het multidisciplinaire team van de PMS-centra en de personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 6.1.7-1, § 1, 1° tot 3° ;

5° Verantwoordelijke van de opleiding : het Instituut voor de voortgezette beroepsopleiding voor de netoverschrijdende opleidingen of “Wallonie-Bruxelles Enseignement” of een federatie van de inrichtende machten voor de netwerktopleidingen;

6° Pedagogisch materiaal : documenten/samenvatting van de inhoud van de opleiding met daarin de belangrijkste elementen die tijdens de opleiding ontwikkeld zijn ;

7° Werktijd : tijd waarin de werknemer ter beschikking staat van de werkgever ; voor de personeelsleden van de onderwijsteams gaat het om de werktijd in de klas of tijdens de diensten aan de school en aan de leerlingen, zoals bepaald in het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten

HOOFDSTUK 2 — *Nadere regels betreffende de personeelsleden die een opleiding geven*

Art. 2. § 1. Met toepassing van artikel 6.1.7-1, § 2, van het Wetboek mogen de leden van de onderwijsteams van de scholen en de multidisciplinaire teams van de PMS-centra bedoeld in artikel 6.1.7-1 § 1, 1° en 2°, van het Wetboek, opleidingen geven, wanneer de opleiding tijdens de werktijd of tijdens de diensten aan de school en aan de leerlingen plaatsvindt, mits voorafgaandelijke toestemming van hun inrichtende macht of zijn afgevaardigde.

§ 2. In geval van weigering door de inrichtende macht waarvan de in paragraaf 1 bedoelde opleider afhankelijk is, wordt de beslissing formeel gemotiveerd en aan het betrokken personeelslid bezorgd.

§ 3. Wanneer zij de opleidingen bedoeld in §§ 1 en 2 geven, worden de personeelsleden geacht in dienstactiviteit te zijn.

Art. 3. § 1. Met toepassing van artikel 6.1.7-1, § 2, van het Wetboek mogen de verantwoordelijken van de opleiding aan de diensten van de Regering vragen dat de leden van deze diensten bedoeld in artikel 6.1.7-1, § 1, 3°, van het Wetboek opleidingen geven wanneer de opleiding tijdens de werktijd plaatsvindt.

In geval van instemming van de directeur-generaal van wie de opleider afhankelijk is, wijst deze, na advies van de hiërarchische meerdere over de beschikbaarheid van de opleider voor elke opleiding, een opleider uit de opleiders aan met expertise op het onderwerp dat verband houdt met de betrokken opleiding.

§ 2. In geval van weigering door de directeur-generaal van wie de opleider bedoeld in § 1 afhankelijk is, wordt de beslissing formeel gemotiveerd en bezorgd aan de verantwoordelijke van de opleiding en, indien identificeerbaar, aan het betrokken personeelslid.

§ 3. Individuele voorbereidingen en de ontwikkeling van pedagogisch materiaal vinden buiten de werktijd plaats.

Art. 4. Met toepassing van artikel 6.1.7-1, § 3, van het Wetboek wordt de terugbetaling van de verplaatsingskosten van de personeelsleden bedoeld in artikel 6.1.7-1, § 1, 1° tot 3°, vastgesteld met een maximum in overeenstemming van de bepalingen voorzien voor de personeelsleden van de diensten van de regering van rang 10, met toepassing van artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten voor zover deze kosten hen niet terugbetaald worden door de regering of de inrichtende machten krachtens andere bepalingen.

Voor elke van de volgende prestaties ontvangen de opleiders bedoeld in artikel 6.1.7-1,

§ 1, 1° tot 3°, van het Wetboek een toelage waarvan het bruto bedrag als volgt wordt bepaald :

1. 25 euro per uur voor de gegeven opleiding, zoals bedoeld in artikel 6.1.5.-11, §§ 1 en 2, van het Wetboek ;
2. een vast bedrag van 129,28 euro voor de ontwikkeling of de aanpassing van een reeks van e-learning, gevraagd door de verantwoordelijke van de opleiding ;
3. een vast bedrag van 111,45 euro voor de ontwikkeling of de aanpassing van de inhoud van het pedagogisch materiaal, gevraagd door de verantwoordelijke van de opleiding ;

De bedragen opgenomen in de punten 1, 2 en 3 mogen gecumuleerd worden.

De bedragen bedoeld in het eerste en het tweede lid zijn gebonden aan de schommelingen van het prijsindexcijfer overeenkomstig de regels voorgeschreven door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld en zijn gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

Een overeenkomst wordt opgemaakt tussen de verantwoordelijke van de opleiding en de opleider. Ze specificeert met name het aantal te presteren uren en de nadere regels voor de organisatie van de betrokken opleiding.

HOOFDSTUK 3 — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 5. Het opschrift van het « besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 tot bepaling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de premie bedoeld in artikel 7, § 2, leden 9 en 10, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor basisonderwijs en in artikel 8, § 2, leden 8 en 9, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan » wordt vervangen als volgt :

« Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2019 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de premie bedoeld in artikel 6.1.6-4, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs ».

Art. 6. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « bedoeld in artikel 7, § 2, leden 9 en 10, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor basisonderwijs en in artikel 8, § 2, leden 8 en 9, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 6.1.6-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs ».

Art. 7. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « Het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan » vervangen door de woorden « Het netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding ».

Art. 8. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « Het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan » vervangen door de woorden « Het netoverschrijdend instituut voor voortgezette beroepsopleiding ».

Art. 9. In artikel 108/4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, worden de woorden « of in een dienst die belast is met de opleiding van het personeel » vervangen door de woorden « , in een dienst die belast is met de opleiding van het personeel of in het kader van de voortgezette beroepsopleiding georganiseerd met toepassing van het Boek 6, Tittel 1, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs ».

Art. 10. In artikel 108/5 van hetzelfde besluit worden de woorden « of in een dienst die belast is met de opleiding van het personeel » vervangen door de woorden « , in een dienst die belast is met de opleiding van het personeel of in het kader van de voortgezette beroepsopleiding georganiseerd met toepassing van het Boek 6, Titel 1, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs ».

HOOFDSTUK 4 — *Opheffingsbepalingen*

Art. 11. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2003 houdende uitvoering van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, wordt opgeheven.

Art. 12. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juni 2003 houdende uitvoering van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 5 — *Slotbepalingen*

Art. 13. De artikelen 5 tot 8 hebben uitwerking met ingang van 1 mei 2023.

Art. 14. Behalve voor de bepalingen bedoeld in artikel 13 treedt dit besluit in werking vanaf het schooljaar 2023-2024.

Art. 15. De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 15 juni 2023.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/43006]

30 MAI 2023. — Arrêté ministériel déterminant, pour le calcul du prix d'hébergement 2023, les taux d'intérêt de référence visés à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017 portant exécution du décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire.

Le Ministre du Budget ;

La Ministre des Hôpitaux universitaires ;

Vu le décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire, les articles 6 à 10 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017 portant exécution du décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire, l'article 9, § 3 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 avril 2023;

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par "arrêté du Gouvernement de la Communauté française" l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017 portant exécution du décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire.

Art. 2. Le taux d'intérêt de référence à 10 ans pour les hôpitaux, visé à l'article 9, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française, est fixé à 1,1053 %.

Art. 3. Le taux d'intérêt de référence à 20 ans pour les hôpitaux, visé à l'article 9, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française, est fixé à 1,5004 %.

Art. 4. Le taux d'intérêt de référence à 25 ans pour les hôpitaux, visé à l'article 9, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française, est fixé à 1,58 %.

Art. 5. Le présent arrêté s'applique au calcul du prix d'hébergement 2023.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 juin 2023.

Bruxelles, le 30 mai 2023.

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/43006]

30 MEI 2023. — Ministerieel besluit tot vaststelling, voor de berekening van de verblijfkosten 2023, van de referentierentevoeten bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige zware apparaten van de medisch-technische diensten in universitaire ziekenhuizen.

De Minister van Begroting ;

De Minister van Universitaire ziekenhuizen ;

Gelet op het decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige zware apparaten van de medisch-technische diensten in universitaire ziekenhuizen, de artikelen 6 tot 10;